



## Quand les mondialistes franchissent le Rubicon : L'assassinat de Shinzo Abe

Par [Emanuel Pastreich](#)

Mondialisation.ca, 24 juillet 2022

Région : [Asie](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#),  
[Histoire et Géopolitique](#)

Le 8 juillet est une journée chaude dans l'ancienne capitale du Japon. Shinzo Abe, la personnalité la plus puissante de la politique japonaise, prononçait un discours de soutien à un candidat régional du Parti libéral démocrate devant la gare de Nara Kintetsu lorsque soudain une forte détonation a retenti, suivie d'un étrange nuage de fumée.

La réaction des gens a été tout simplement incroyable. Parmi les personnes présentes dans la foule exceptionnellement nombreuse, pas une seule n'a couru se mettre à l'abri ou ne s'est couché au sol de terreur.

Les gardes du corps d'Abe, qui se tenaient inhabituellement loin de lui pendant le discours, regardaient de manière impassible ce qui se passait, ne faisant aucun effort pour le protéger ou le mettre en lieu sûr.

Quelques secondes plus tard, Abe s'est effondré sur le sol, immobile dans sa veste bleue habituelle, sa chemise blanche, désormais tachetée de sang, et son badge bleu caractéristique de la solidarité avec les Japonais enlevés en Corée du Nord. Il a très probablement été tué sur le coup.

Ce n'est qu'à ce moment que les gardes du corps se sont emparés du suspect, **Yamagami Toruya [Tetsuya]**, qui se tenait derrière Abe. Le combat avec Yamagami a pris la forme d'une véritable chorégraphie pour les téléspectateurs, et non d'un combat professionnel.

Yamagami a été immédiatement identifié par les médias comme un ancien membre de la Force maritime d'autodéfense âgé de 41 ans qui avait des reproches personnels à faire à Abe.

Yamagami a tout dit à la police sans hésiter. Il n'a même pas essayé de s'enfuir de la scène et tenait encore le stupide pistolet artisanal lorsque les gardes du corps l'ont attrapé.

Même après qu'Abe se soit retrouvé sur le trottoir, pas une seule personne dans la foule n'a couru pour se mettre à l'abri, ou même regardé autour d'elle pour déterminer d'où venaient les coups de feu. Tout le monde semblait savoir, comme par magie, que la fusillade était terminée.

Puis la comédie a commencé. Plutôt que de mettre Abe dans une limousine et de l'emmener, ceux qui se tenaient autour de lui ont simplement appelé les passants, leur demandant si quelqu'un était médecin.

Les médias ont immédiatement adopté la conclusion du « tireur isolé » pour cette attaque, répétant l'histoire divertissante selon laquelle Yamagami était associé à **Toitsu Kyokai**, une nouvelle religion lancée par le chaman charismatique **Kawase Kayo**, et pourquoi il a rendu Abe, qui avait des échanges avec ce groupe, responsable des problèmes de sa mère.

Comme Toitsu Kyokai compte des adeptes de l'Église de l'Unification fondée par le **révérend Moon Sun Myung**, le journaliste Michael Penn a sauté sur l'occasion pour conclure que la conspiration ayant conduit à la mort d'Abe était le résultat de sa collaboration avec les Moonies.

Bien que les médias grand public aient accepté cette histoire fantastique, la police et l'appareil de sécurité japonais n'ont pas réussi à écarter toutes autres interprétations. Le 10 juillet, le blogueur Takashi Kitagawa a publié des documents suggérant qu'Abe avait été abattu de face, et non de dos comme le faisait Yamagami, et que les coups de feu avaient dû être tirés en biais depuis le sommet de l'un, voire des deux, grands immeubles situés de part et d'autre du carrefour en face de la place de la gare.

### **Affiches de Takahashi Kitaka**



**kamiyaken**  
@kamiyaken2

...

Replying to @kamiyaken2 and @AaronOtsuka

右頸部から心臓に達する弾道は、安倍元総理の右手ビルの屋上(狙撃ポイント①)から、左上腕の射入口は左手ビルの屋上(狙撃ポイント②)しか考えられない。山上徹也は中央丸印の右手後方(安倍氏の左後ろ)から大きい音を出し皆の注意を引き付け、その間に狙撃したのだろう。よく練られた計画だ。

[Translate Tweet](#)



2:45 PM · Jul 9, 2022 · Twitter Web App



pour le dirigeant d'une nation du G7.

Abe est la victime la plus haut placée à ce jour du véritable poison qui détruit la gouvernance des États-nations du monde entier, une maladie institutionnelle qui éloigne la prise de décision des gouvernements nationaux pour la confier à un réseau de banques privées dotées de superordinateurs, de groupes de capital-investissement, de sociétés de renseignement à Tel Aviv, Londres et Reston, ainsi qu'aux penseurs stratégiques employés par les milliardaires du Forum économique mondial, de l'OTAN, de la Banque mondiale et d'autres institutions aussi impressionnantes.

La quatrième révolution industrielle a été l'excuse utilisée pour transférer le contrôle de toutes les informations entrantes et sortantes des gouvernements centraux à Facebook, Amazon, Oracle, Google, SAP et autres au nom de l'efficacité. Comme l'a fait remarquer J. P. Morgan, « Tout a deux raisons : une bonne raison et une vraie raison. »

Avec l'assassinat d'Abe, ces tyrans de la technologie, et leurs maîtres, ont franchi le Rubicon, déclarant que ceux qui sont habillés des oripeaux de l'autorité de l'État peuvent être abattus en toute impunité s'ils ne suivent pas les ordres.

## **Le problème du Japon**

Le Japon est présenté comme la seule nation asiatique suffisamment avancée pour rejoindre l'« Occident », pour être membre du club exclusif du G7 et pour être qualifiée pour collaborer avec (et éventuellement devenir membre de l'important programme d'échange de renseignements, le « Five Eyes ». Néanmoins, le Japon a continué à défier les attentes et les exigences des financiers mondiaux et des planificateurs du Nouvel Ordre Mondial à l'intérieur du périphérique et à Wall Street.

Bien que ce soit la Corée du Sud en Asie qui ait été constamment critiquée à Washington comme un allié qui n'était pas tout à fait à la hauteur du Japon, la vérité est que les super-riches occupés à prendre le contrôle du Pentagone et de toute l'économie mondiale commençaient à douter de la fiabilité du Japon.

Le système mondialiste de la Banque mondiale, de Goldman Sachs ou du Belfer Center for Science and International Affairs de l'université de Harvard a une voie toute tracée pour les meilleurs et les plus brillants des « nations avancées ».

Les élites d'Australie, de France, d'Allemagne, de Norvège ou d'Italie apprennent à parler couramment l'anglais, passent du temps à Washington, Londres ou Genève dans un groupe de réflexion ou une université, obtiennent une sinécure sûre dans une banque, une institution gouvernementale ou un institut de recherche qui leur assure un bon revenu, et adoptent le bon sens, la perspective pro-financière offerte par le magazine Economist comme évangile.

Cependant, le Japon, bien qu'il possède son propre système bancaire avancé, bien que sa maîtrise des technologies de pointe en fasse le seul rival de l'Allemagne en matière de machines-outils, et bien qu'il dispose d'un système éducatif sophistiqué capable de produire de nombreux prix Nobel, ne produit pas de dirigeants qui suivent ce modèle de nation « développée ».

L'élite japonaise n'étudie pas à l'étranger pour la plupart et le Japon possède des cercles intellectuels sophistiqués qui ne dépendent pas des informations apportées par des sources



universitaires ou journalistiques étrangères.

Contrairement à d'autres nations, les Japonais rédigent des articles de journaux sophistiqués entièrement en japonais, en ne citant que des experts japonais. En fait, dans des domaines comme la botanique et la biologie cellulaire, le Japon possède des revues de classe mondiale entièrement rédigées en japonais.

De même, le Japon dispose d'une économie nationale sophistiquée qui n'est pas facile à pénétrer par les sociétés multinationales, même si elles essaient de le faire.

La concentration massive des richesses au cours de la dernière décennie a permis aux super-riches de créer des réseaux invisibles pour une gouvernance mondiale secrète, dont le meilleur exemple est le **programme Jeunes Leaders du Forum économique mondial** et le **programme Schwarzman Scholars**. Ces figures montantes de la politique infiltrent les gouvernements, les industries et les institutions de recherche des nations pour s'assurer que l'agenda mondialiste se poursuit sans entrave.

Le Japon a été touché par cette forme sournoise de gouvernance mondiale. Et pourtant, les Japonais qui parlent bien l'anglais ou qui étudient à Harvard ne sont pas nécessairement sur la principale trajectoire de la société japonaise.

La diplomatie et l'économie japonaises font preuve d'une indépendance obstinée, ce qui a suscité des inquiétudes dans la foulée de Davos lors des campagnes COVID-19.

Bien que le gouvernement Abe (et l'administration Kishida qui a suivi) ait suivi les directives du Forum économique mondial et de l'Organisation mondiale de la santé en matière de vaccins et de distanciation sociale, le gouvernement japonais s'est montré moins intrusif dans la vie des citoyens que la plupart des nations, et a moins bien réussi à obliger les organisations à exiger la vaccination.

L'utilisation de codes QR pour bloquer le service aux personnes non vaccinées a été limitée dans sa mise en œuvre au Japon par rapport à d'autres nations « avancées ».

En outre, le gouvernement japonais refuse de mettre pleinement en œuvre le programme de numérisation exigé, refusant ainsi aux géants technologiques multinationaux le contrôle sur le Japon qu'ils exercent ailleurs. Ce retard dans la numérisation du Japon a conduit le Wilson Center de Washington D.C. à inviter **Karen Makishima**, ministre de l'Agence numérique du Japon (lancée sous la pression de la finance mondiale en septembre 2021) afin qu'elle explique pourquoi le Japon a été si lent à adopter la numérisation (13 juillet).

Les Japonais sont de plus en plus conscients que leur résistance à la numérisation, à l'externalisation à grande échelle des fonctions gouvernementales et universitaires vers des géants multinationaux de la technologie, et à la privatisation de l'information, n'est pas dans leur intérêt.

Le Japon continue à faire fonctionner des institutions de langue japonaise qui suivent les anciennes coutumes, notamment l'utilisation de documents écrits. Les Japonais lisent toujours des livres et ne sont pas aussi friands d'IA que les Coréens et les Chinois.

La résistance du Japon remonte à la restauration Meiji de 1867. Le Japon a entrepris de créer un système gouvernemental dans lequel les idées occidentales étaient traduites en japonais, combinées à des concepts japonais, pour créer un discours intérieur complexe. Le

système de gouvernance mis en place lors de la restauration Meiji reste en place dans une large mesure, utilisant des modèles de gouvernance basés sur des principes pré-modernes issus du passé du Japon et de la Chine, et tirés de la Prusse et de l'Angleterre du XIXe siècle.

Il en résulte une approche féodale de la gouvernance dans laquelle les ministres supervisent des fiefs de bureaucrates qui surveillent soigneusement leurs propres budgets et maintiennent leurs propres chaînes de commandement internes.

## **Le problème avec Abe**

Shinzo Abe était l'un des politiciens les plus sophistiqués de notre époque, toujours prêt à conclure un accord avec les États-Unis ou d'autres institutions mondiales, mais toujours méfiant lorsqu'il s'agissait de faire du Japon le sujet des diktats mondialistes.

Abe caressait le rêve de redonner au Japon son statut d'empire, et se voyait comme la réincarnation de l'empereur Meiji.

Abe était différent de Johnson ou de Macron en ce sens qu'il n'était pas aussi intéressé par le fait de passer à la télévision que par le contrôle du processus décisionnel réel au Japon.

Il n'est pas nécessaire de glorifier le règne d'Abe, comme certains ont essayé de le faire. C'était un initié corrompu qui a poussé à la dangereuse privatisation du gouvernement, à l'évidement de l'éducation, et qui a soutenu un transfert massif des actifs de la classe moyenne vers les riches.

Son utilisation du forum d'ultra-droite Nihon Kaigi pour promouvoir un programme ultranationaliste et glorifier les aspects les plus offensants du passé impérial du Japon était profondément troublante. Abe a apporté son soutien indéfectible à toutes les dépenses militaires, aussi insensées soient-elles, et il était prêt à soutenir à peu près n'importe quel gâchis américain.

Cela dit, en tant que petit-fils du Premier ministre Nobusuke Kishi et fils du ministre des Affaires étrangères Shintaro Abe, Shinzo Abe s'est montré dès l'enfance un politicien avisé. Il a fait preuve de créativité dans l'utilisation d'un large éventail d'outils politiques pour faire avancer son programme, et il pouvait faire appel à des chefs d'entreprise et de gouvernement du monde entier avec une facilité qu'aucun autre politicien asiatique n'avait.

Je me souviens très bien de l'impression que m'a laissée Abe les deux fois où je l'ai rencontré en personne. Quelle que soit la politique cynique qu'il ait pu promouvoir, il dégagait pour son public une pureté et une simplicité, ce que les Japonais appellent « sunao », qui étaient captivantes. Ses manières suggéraient une réceptivité et une ouverture qui inspiraient la loyauté chez ses partisans et qui pouvaient subjuguier ceux qui étaient hostiles à ses politiques.

En somme, Abe était une figure politique sophistiquée, capable de jouer un camp contre l'autre au sein du Parti libéral démocrate et de la communauté internationale, tout en apparaissant comme un leader attentionné et bienveillant.

Pour cette raison, les Japonais hostiles au nationalisme ethnique d'Abe étaient encore prêts à le soutenir car il était le seul homme politique qu'ils pensaient capable de redonner au Japon un leadership politique mondial.

Les diplomates et les officiers militaires japonais s'inquiètent sans cesse du manque de vision du Japon. Bien que le Japon possède toutes les qualifications pour être une grande puissance, ils estiment qu'il est dirigé par une série de diplômés de l'université de Tokyo peu impressionnants, des hommes qui sont bons pour passer des tests, mais qui ne veulent pas prendre de risques.

Le Japon ne produit aucun Poutine ou Xi, ni même un Macron ou un Johnson.

Abe voulait être un leader et il avait les relations, le talent et l'impitoyabilité nécessaires pour jouer ce rôle sur la scène mondiale. Il était déjà le premier ministre le plus ancien de l'histoire du Japon et envisageait une troisième candidature au poste de premier ministre lorsqu'il a été renversé.

Inutile de dire que les puissances derrière le Forum économique mondial ne veulent pas de dirigeants nationaux comme Abe, même s'ils se conforment à l'ordre du jour mondial, car ils sont capables d'organiser la résistance au sein de l'État-nation.

### **Qu'est-ce qui a mal tourné ?**

M. Abe a su gérer, à l'aide des outils traditionnels de l'art politique, le dilemme impossible auquel le Japon a été confronté au cours de la dernière décennie, alors que ses liens économiques avec la Chine et la Russie se renforçaient, mais que son intégration politique et sécuritaire avec les États-Unis, Israël et le bloc de l'OTAN progressait rapidement.

Il était impossible pour le Japon d'être aussi proche des États-Unis et de ses alliés tout en maintenant des relations amicales avec la Russie et la Chine. Pourtant, Abe a presque réussi.

Abe est resté déterminé et calme [froid]. Il a mis à profit toutes ses compétences et ses relations pour se tailler un espace privilégié au profit du Japon. En cours de route, Abe a fait appel à la diplomatie sophistiquée de son stratège **Shotaro Yachi**, du ministère des Affaires étrangères, pour s'assurer que le Japon trouve sa place au soleil.

Abe et Yachi ont utilisé des stratégies géopolitiques contradictoires, mais efficaces, pour engager l'Est et l'Ouest, en recourant largement à la diplomatie secrète pour conclure des accords à long terme qui ont replacé le Japon dans le jeu des grandes puissances.

D'une part, Abe a présenté à Obama et à Trump un Japon qui était prêt à aller plus loin que la Corée du Sud, l'Australie ou d'autres pays de l'Inde pour soutenir la position de Washington. Abe était prêt à subir d'énormes critiques l'intérieur du pays pour sa poussée en faveur d'une remilitarisation qui correspondait aux plans américains pour l'Asie de l'Est.

En même temps qu'il impressionnait les politiciens de Washington avec sa rhétorique pro-américaine enthousiaste, assortie de l'achat de systèmes d'armes, Abe a également engagé la Chine et la Russie au plus haut niveau. Ce n'était pas une mince affaire, et cela a nécessité un lobbying sophistiqué à l'intérieur de la ceinture, ainsi qu'à Pékin et à Moscou.

Dans le cas de la Russie, Abe a réussi à négocier un traité de paix complexe avec la Russie en 2019, qui aurait normalisé les relations et résolu le différend concernant les territoires du Nord (les îles Kouriles en russe). Il a pu obtenir des contrats énergétiques pour les entreprises japonaises et trouver des opportunités d'investissement en Russie alors même que Washington accentuait la pression sur Tokyo pour des sanctions.



Le journaliste Tanaka Sakai note qu'Abe n'a pas été interdit d'entrée en Russie après que le gouvernement russe a interdit l'entrée à tous les autres représentants du gouvernement japonais.

Abe a également engagé sérieusement la Chine, en solidifiant les liens institutionnels à long terme et en poursuivant les négociations d'un accord de libre-échange qui a fait une percée lors du quinzième cycle de négociations (9-12 avril 2019). Abe avait un accès facile aux principaux politiciens chinois et il était considéré par eux comme fiable et prévisible, même si sa rhétorique était sévèrement anti-chinoise.

L'événement critique qui a probablement déclenché le processus menant à l'assassinat d'Abe a été le sommet de l'OTAN à Madrid (28-30 juin).

Le sommet de l'OTAN a été un moment où les acteurs cachés dans les coulisses ont établi la loi du nouvel ordre mondial. L'OTAN est en passe de dépasser le stade d'une alliance pour défendre l'Europe et de devenir une puissance militaire qui n'a pas de comptes à rendre, travaillant avec le Forum économique mondial, les milliardaires et les banquiers du monde entier, comme une « armée mondiale », fonctionnant un peu comme la Compagnie britannique des Indes orientales à une autre époque.

La décision d'inviter au sommet de l'OTAN les dirigeants du Japon, de la Corée du Sud, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande a constitué un élément essentiel de cette transformation de l'OTAN.

Ces quatre nations ont été invitées à se joindre à un niveau d'intégration sans précédent en matière de sécurité, y compris le partage du renseignement (externalisé à des multinationales de la grande technologie), l'utilisation de systèmes d'armes avancés (qui doivent être administrés par le personnel de multinationales comme Lockheed Martin), des exercices conjoints (qui créent un précédent pour un processus décisionnel oppressif) et d'autres approches « collaboratives » qui sapent la chaîne de commandement au sein de l'État nation.

Lorsque Kishida est rentré à Tokyo le 1er juillet, il ne fait aucun doute que l'une de ses premières rencontres a été avec Abe. Kishida a expliqué à Abe les conditions impossibles que l'administration Biden avait exigées du Japon.

La Maison Blanche, soit dit en passant, est désormais entièrement l'outil des mondialistes comme **Victoria Nuland** (sous-secrétaire d'État aux affaires politiques) et d'autres personnes formées par le clan Bush.

Les demandes faites au Japon étaient de nature suicidaire. Le Japon devait augmenter les sanctions économiques contre la Russie, se préparer à une éventuelle guerre avec la Russie, et se préparer à une guerre avec la Chine. Les fonctions militaires, de renseignement et diplomatiques du Japon devaient être transférées à la masse émergente de contractants privés qui se rassemblent pour le festin autour de l'OTAN.

Nous ne savons pas ce qu'Abe a fait la semaine précédant sa mort. Il s'est très probablement lancé dans un jeu politique sophistiqué, utilisant tous ses atouts à Washington D.C., Pékin et Moscou, ainsi qu'à Jérusalem, Berlin et Londres, pour élaborer une réponse à plusieurs niveaux qui donnerait au monde l'impression que le Japon soutenait Biden jusqu'au bout, tout en cherchant à obtenir une détente avec la Chine et la Russie par

des moyens détournés.

Le problème avec cette réponse est que, puisque d'autres nations ont été fermées, un jeu aussi sophistiqué de la part du Japon en fait la seule grande nation avec un pouvoir exécutif semi-fonctionnel.

La mort d'Abe est étroitement liée à celle du maire de Séoul, **Park Won Sun**, qui a disparu le 9 juillet 2020, exactement deux ans avant l'assassinat d'Abe. Park avait pris des mesures à l'hôtel de ville de Séoul pour repousser les politiques de distanciation sociale COVID-19 qui étaient imposées par le gouvernement central. Son corps a été retrouvé le lendemain et sa mort a immédiatement été classée comme un suicide résultant de sa détresse suite aux accusations de harcèlement sexuel portées par un collègue.

## Que faire maintenant ?

Le danger de la situation actuelle ne doit pas être sous-estimé. Si un nombre croissant de Japonais en viennent à percevoir, comme le suggère le journaliste Tanaka Sakai, que les États-Unis ont détruit leur meilleur espoir de leadership, et que les mondialistes veulent que le Japon se contente d'une série interminable de premiers ministres faibles d'esprit et dépendants de Washington et d'autres acteurs cachés de la classe parasite, une telle évolution pourrait entraîner une rupture complète entre le Japon et les États-Unis, conduisant à un conflit politique ou militaire.

Il est révélateur que Michael Green, le plus haut responsable du Japon à Washington D.C., n'ait pas écrit l'hommage initial à Abe qui a été publié sur la page d'accueil du CSIS (Center for Strategic and International Studies), son institut d'origine.

Green, vétéran du Conseil de sécurité nationale de Bush et titulaire de la chaire Henry A. Kissinger du programme Asie au CSIS, est l'auteur de *Line of Advantage : Japan's Grand Strategy in the Era of Abe Shinzo*. Green était un proche collaborateur d'Abe, peut-être le plus proche de tous les Américains.

L'hommage à Abe a été rédigé par **Christopher Johnstone** (titulaire de la chaire Japon au CSIS et ancien officier de la CIA). Ce choix étrange suggère que l'assassinat est si sensible que Green a instinctivement souhaité éviter de rédiger la réponse initiale, la laissant à un agent professionnel.

Pour les intellectuels et les citoyens responsables de Washington, de Tokyo ou d'ailleurs, il n'y a qu'une seule réponse viable à cet assassinat obscur : exiger une enquête scientifique internationale.

Aussi douloureux que ce processus puisse être, il nous obligera à faire face à la réalité de la façon dont nos gouvernements ont été pris en charge par des puissances invisibles.

Toutefois, si nous ne parvenons pas à identifier les véritables acteurs qui se cachent dans les coulisses, nous risquons d'être entraînés dans un conflit où la responsabilité est rejetée sur les chefs d'État et où les pays sont contraints d'entrer en conflit afin de cacher les crimes de la finance mondiale.

La perte de contrôle du gouvernement japonais sur l'armée la dernière fois peut être attribuée en partie aux assassinats du premier ministre Inukai Tsuyoshi le 15 mai 1932 et du premier ministre Saito Makoto le 26 février 1936.

Mais pour la communauté internationale, le cas le plus pertinent est la façon dont les manipulations d'une économie mondiale intégrée par les Rothschild, Warburg et d'autres intérêts bancaires ont créé un environnement dans lequel les tensions produites par l'assassinat de l'archiduc Franz Ferdinand d'Autriche-Hongrie le 28 juin 1914 ont été canalisées vers une guerre mondiale.

**Emanuel Pastreich**

Article original en anglais :



**[When the Globalists Crossed the Rubicon: The Assassination of Shinzo Abe](#)**, le 23 juillet 2022

Traduction : *Mondialisation.ca* avec DeepL.

La source originale de cet article est Mondialisation.ca  
Copyright © [Emanuel Pastreich](#), Mondialisation.ca, 2022

---

Articles Par : **[Emanuel Pastreich](#)**

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)